

le monde libertaire

Vincennes
Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

17 AU 23 FÉVRIER 1994

N° 945

10,00 F

HALTE A L'ESCALADE GUERRIÈRE EN BOSNIE !



L'OBUS A MEURTRI Sarajevo mais il est tombé à pic pour tous les va-t-en-guerre qui veulent l'escalade en Bosnie. Comment donc, cela fait plus de deux ans que le conflit ravage la capitale bosniaque et c'est au moment même où les puissances occidentales se demandent s'il ne fallait pas mieux intervenir que cet obus est arrivé ? A l'heure qu'il est, on ne sait d'ailleurs toujours pas d'où il provient. Forces serbes de Bosnie et forces musulmanes bosniaques continuent de se renvoyer la responsabilité. Comme d'habi-

tude, ce sera dans plusieurs années que l'on saura la vérité, une fois étripées quelques dizaines de milliers de personnes, un peu comme ce fameux incident de frontière qui avait servi de prétexte à l'armée nazie pour envahir la Pologne en 1939 : les archives ont révélé que c'était des soldats allemands déguisés en soldats polonais qui avaient détruit l'une de leurs propres stations-radio et qu'ils l'avaient mis sur le compte de la Pologne. Indiscutable agression ! Légitime réaction ! avaient clamé les journalistes et les politiciens d'alors... N'oublions pas non plus l'attentat contre l'archiduc autrichien en juin 1914, à Sarajevo même, qui servit de prétexte à l'Autriche-Hongrie pour entrer en guerre contre la Serbie, et d'étincelle à la Première Guerre mondiale... Sarajevo 1914-1994, même combat ? Il faut bien savoir que quand nos dirigeants veulent la guerre, ils trouvent toujours une occasion, quitte à la fabriquer.

Mais la veulent-ils vraiment en Bosnie ? L'affaire n'est pas simple, tant les jeux d'intérêts sont complexes et enchevêtrés. Tout le monde parle d'intervention militaire tandis qu'un proche de Boutros-Ghali nous affirme que « le retrait des forces de l'ONU fin mars est possible » (1) : remplacées par l'OTAN ? Une chose est sûre, le sort des populations bosniaques ou yougoslaves intéressait beaucoup moins les dirigeants quand il s'agissait de dépecer ou de laisser s'autodissoudre la Fédération yougoslave. A chacun (Etats, multinationales ou Eglises) sa sphère d'influence, son marché, puis, quand le conflit éclate, son trafic d'armes et ses coups tordus. A chaque dirigeant serbe, croate ou musulman, brut du décollage titiste, un pouvoir renforcé, à peine nouveau. Quand on pense que le leader serbe Milosevic passait autrefois pour un défenseur acharné de l'internationalisme prolétarien, on se dit que, décidément, toutes les volte-face opportunistes des politicards sont possibles. Là-bas comme ici !

(suite p. 4)



Bosnie-Herzégovine : les lignes de front actuelles

MEXIQUE

Viva Zapata !

Nous avons rencontré Xavier, qui vient de passer quinze jours autour de San Cristobal de Las Casas. De 1990 à 1992, lui et sa femme ont travaillé avec les Indiens mams. C'est dire que, durant les premiers jours de cette année, ils ont suivi de près les informations provenant du Mexique. Et puis, l'association « Médecins du Monde » cherche quelqu'un pour aller quérir des informations et faire une reconnaissance, en vue d'installer une mission dans la région. Jusqu'à présent, l'Etat mexicain a toujours refusé les organisations humanitaires, n'en comprenant pas la nécessité. Bien entendu, ce fut l'occasion de prendre des nouvelles des personnes se trouvant sur place.

Le Monde libertaire : Qu'est-ce qui t'a marqué le plus en revenant deux ans après au Chiapas ?

Xavier : Les paysages, les situations n'ont pas tellement changé. Ce qui marque le plus en venant de l'extérieur et en connaissant bien les sociétés mexicaines et indiennes, c'est que le gouvernement mexicain réussit à bloquer l'information en zone indienne. Les informations sur

les Zapatistes circulent bien à Mexico et dans le pays. Une salle de presse avec lignes téléphoniques, fax... a été entièrement installée à San Cristobal et payée par l'Etat fédéral. Les journalistes et ONG, blancs ou journalistes mexicains des grands périodiques nationaux, ont droit à une libre circulation dans la zone. Mais cette même information n'existe pas en zone indienne

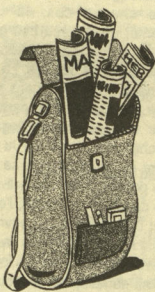
empêchant toute propagation de la révolte dans les autres communautés indiennes. Ainsi, à 150 kilomètres, les Indiens mams ne recevaient que les informations diffusées par la presse. Tous les contacts directs dans la zone exprimés par des Mexicains ou autres ethnies indiennes, qu'ils soient coopératives ou syndicats sont refoulés. L'information est donc sérieusement contrôlée, à plus forte raison vers les autres Etats à majorité indienne (Oaxaca...).

ML : 1992, ce fut l'année du 500^e anniversaire. Et c'est vrai, cela fait 500 ans que les Indiens luttent pour leur survie. Nous avons vu les Indiens d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud se rencontrer pour combattre l'idée de découvertes et de Nouveau Monde. Peut-on dire que cela a

(suite p. 5)

« Le Monde libertaire »
dans les écoles
du 28 mars au 2 avril

5^e semaine
de la Presse
dans l'Ecole



Ministère de l'Éducation nationale
Ministère de la Culture
Ministère de l'Enseignement Supérieur
1994 - 1995 - 1996 - 1997 - 1998 - 1999 - 2000 - 2001 - 2002 - 2003 - 2004 - 2005 - 2006 - 2007 - 2008 - 2009 - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025 - 2026 - 2027 - 2028 - 2029 - 2030 - 2031 - 2032 - 2033 - 2034 - 2035 - 2036 - 2037 - 2038 - 2039 - 2040 - 2041 - 2042 - 2043 - 2044 - 2045 - 2046 - 2047 - 2048 - 2049 - 2050 - 2051 - 2052 - 2053 - 2054 - 2055 - 2056 - 2057 - 2058 - 2059 - 2060 - 2061 - 2062 - 2063 - 2064 - 2065 - 2066 - 2067 - 2068 - 2069 - 2070 - 2071 - 2072 - 2073 - 2074 - 2075 - 2076 - 2077 - 2078 - 2079 - 2080 - 2081 - 2082 - 2083 - 2084 - 2085 - 2086 - 2087 - 2088 - 2089 - 2090 - 2091 - 2092 - 2093 - 2094 - 2095 - 2096 - 2097 - 2098 - 2099 - 2100



Fop 2520

LUTTE DE CLASSES

Les différents masques du capitalisme

CENTRE ET PÉRIPHÉRIE sont des termes utilisés pour décrire une division grossière de la carte du monde capitaliste entre pays capitalistes soi-disant développés d'une part et pays en voie de développement d'autre part.

Nous sommes tous d'accord pour dire que le monde entier est dominé par le capital, tant comme mode de production qu'au moyen d'un marché capitaliste qui commande et contrôle les formes de production qui ne sont pas strictement capitalistes. De tels mots sont utilisés pour remplacer de vieux termes, comme « tiers monde », qui étaient dérisoires et peu suggestifs. Les questions importantes pour les révolutionnaires du centre et de la périphérie concernent leur rôle en tant que révolutionnaires. J'écris cet article dans l'espoir d'ouvrir un débat entre révolutionnaires du centre et ceux de la périphérie. Un tel débat est important pour une convergence et une coopération des groupes révolutionnaires internationaux nécessaire au succès de la révolution.

De nombreux tiers-mondistes, trotskystes et maoïstes ont mis en avant l'importance des classes ouvrières des périphéries capitalistes dans la lutte révolutionnaire. Ils ont opposé cela au rôle des révolutionnaires des pays du centre qui voient dans le monde pauvre le catalyseur par lequel commencera la transformation du monde entier. De telles idées commencèrent à poindre chez Lénine qui, suite aux échecs révolutionnaires des classes ouvrières des nations industrialisées, vit le flambeau révolutionnaire passer à des pays moins industrialisés. Cette notion fut particulièrement soutenue par Mao et ses partisans. Malheureusement, une distinction aussi rigide entre les classes ouvrières avec, pour chacune, différentes façons de mener la lutte révolutionnaire, est idéaliste et non révolutionnaire. Limiter de telles luttes dans les frontières nationales en se contentant de faire appel à l'internationalisme sans le pratiquer, ne fait que

raffermir le système du monde capitaliste en laissant en vie le marché mondial capitaliste. A mon avis, une révolution mondiale réussie ne se fera que par l'unité ou la convergence continue des groupes révolutionnaires de manière internationale, et, par conséquent, par la coopération dans la lutte des classes.

Les classes ouvrières de la périphérie (j'utilise le pluriel pour montrer que les ouvriers évoluent dans l'industrie et dans l'agriculture) souffrent de

Des méthodes personnelles de lutte de classes

conditions d'exploitation extrême sans aucune protection sociale. Ils sont mal payés, sous-employés, ont peu de chance d'avoir accès aux soins médicaux, sont mal logés, souffrent de mauvaise nutrition, d'un accès limité au système éducatif, subissent contraintes et oppression. Mais cette description n'est qu'une grossière généralisation. Chaque endroit de la périphérie a sa propre relation avec l'économie globale capitaliste. En conséquence, les classes ouvrières ont chacune leur méthode personnelle de lutte de classes. Cependant, en dépit de ces différences, il n'existe qu'un seul ennemi — le capital — même si c'est une hydre aux nombreuses têtes.

Prenons quelques exemples pour nous aider à tirer des conclusions.

Les Philippines — Le régime de Ramos est maintenant au pouvoir depuis presque deux ans, pouvoir obtenu de façon démocratique après le régime Aquino qui succédait à la « kleptocratie » Marcos. Marcos présidait le pillage organisé de l'économie des Philippines, amassant une fortune estimée en milliards de dollars et éparpillée dans le monde entier. La « révolution jaune » d'Aquino changea seulement la faction de la bourgeoisie

au pouvoir, mais n'apporta rien à la classe ouvrière, hormis balivernes et indécision. Ramos cherche maintenant à encourager les investissements d'Asie afin de remplacer les dollars perdus par la fermeture des bases militaires américaines. Il espère résoudre un problème majeur de la capitale — les coupures de courant — par un important programme d'expansion de la production d'électricité. Les travailleurs philippins se trouvent à nouveau face à leurs démons habituels : un coup d'Etat militaire probable, fomenté par le général Honasan avec « promesses » d'un gouvernement propre, une élite bourgeoise qui garde son pouvoir politique et financier, et la pauvreté continue.

Bésil — De mars à avril 1993, du sud au nord-est, en raison de leurs conditions extrêmes, les pauvres sont passés à l'action directe. Les paysans sans terre ont effectué des marches afin de réclamer des terres. La réponse des propriétaires, à travers leur propre organisation, l'Union démocratique rurale, a été : « les envahisseurs ne respectent que les balles ». Les affamés ont pillé des entrepôts et des supermarchés. Le Parti des travailleurs a simplement parlé de l'urgence d'une réponse agraire.

L'année dernière, le président Collor a été démis de ses fonctions pour corruption généralisée. Il a été impliqué dans le trafic de drogue et pour d'énormes pots de vin sur des contrats industriels. Une grande part de cet argent a transité par la Floride. Sous sa protection, c'est le gouvernement tout entier qui est devenu une « kleptocratie » — une machine à voler. Connus sous le terme de « République d'Alagoas », d'après le nom de la province dont ils sont tous issus, les membres de ce gouvernement ont réussi à détourner plus d'un milliard de dollars.

Tout cela s'est ajouté à une économie déclinante et une population

qui a doublé en vingt ans. La dette du pays a triplé dans la même période, atteignant 118 milliards de dollars. Le revenu des citadins a chuté de 31% en dix ans.

Les travailleurs brésiliens doivent faire face à la pauvreté croissante, à travers une économie en récession, une banqueroute du service public, une énorme dette nationale, le manque de logement, le chômage et la sous-alimentation. La classe dirigeante n'est capable de répondre que par la Bible, les balles ou des urnes pour élire un nouveau corps de kleptocrates ou d'incompétents.

Egypte et Algérie — Ces deux pays ont de graves problèmes. Les classes dirigeantes, corrompues et sous influence occidentale, ont un seul objectif : la consommation ostentatoire. Ces deux Etats bourgeois n'ont pas les capacités de sortir le pays de leur déclin économique. L'élite libérale égyptienne s'intéresse plus à ses querelles internes, et à des répliques sporadiques et brutales aux atrocités des fondamentalistes. De façon similaire, la junte algérienne issue du FLN, possède les mêmes défauts que ses prédécesseurs.

Les travailleurs algériens doivent supporter 40% d'inflation et plus de 30% de chômage. L'économie est en déclin et tout particulièrement dans le secteur d'Etat. Le prix de la nourriture a doublé. Les logements manquent.

Pour une active implication des révolutionnaires

La seule réponse crédible vient des fondamentalistes. La junte est considérée comme responsable de la dette de 27 milliards de dollars qui a empêché l'importation de produits de première nécessité.

Le rôle des révolutionnaires

Dans chacun de ces cas, j'ai juste donné une image de différents endroits de la périphérie et de ce que l'on pourrait appeler la semi-périphérie. Ils sont, chacun, reliés de façon différente à la production agricole et industrielle à usage domestique ou en vue d'exportation. Ils ont des formes différentes d'intégration dans l'économie du monde capitaliste, avec des niveaux et des formes d'exploitation par le capitalisme international qui diffèrent aussi.

Le rôle des révolutionnaires dépend de la façon dont leur réalité matérielle s'intègre au système économique mondial. Le monde pauvre n'est pas homogène, l'exploitation n'utilise pas un processus universel. Ce rôle dépendra des particularités du système de classes : est-ce purement une classe ouvrière industrielle, une classe ouvrière paysanne ou agraire (ce n'est pas la même chose), y a-t-il un nombre important de dépossédés ou un mélange de tout cela ?

Nous pouvons dire que l'économie du monde pauvre est soumise aux intérêts des classes dirigeantes nationales et internationales. Là sont les ennemis principaux. Cependant, il arrive que leurs intérêts ne coïncident pas tout à fait.

La production est souvent destinée au marché international, pas en vue d'une utilité locale. Donc la stratégie révolutionnaire doit se diriger vers la « production utile » comme slogan de regroupement, mais une « production utile » sous contrôle des travailleurs.

Les formes syndicalistes que l'on peut trouver dans de nombreux endroits de la périphérie rassemblent des militants dans le but de défendre le salariat, et sont donc anti-révolutionnaires.

Les formes démocratiques et nationalistes, fréquentes elles aussi, se présentent comme une nouvelle faction de classe dirigeante qui se pose en sauveur. En restant intégrées dans le marché mondial, la démocratie et la nation sont le meilleur camouflage pour le capitalisme.

Les formes de réponses religieuses et fondamentalistes regroupent les travailleurs sous de nouvelles formes d'assujettissement, qui proposent l'humanitarisme et non la solidarité de classe comme force d'union. Elles remettent en place une nouvelle bourgeoisie aux tendances corporatistes et mettent sous contrôle idéologique de grandes parts de la vie quotidienne.

Toutes ces formes de propriétés qui ne sont pas des formes de « solidarité » doivent être attaquées en tant que forme de regroupement.

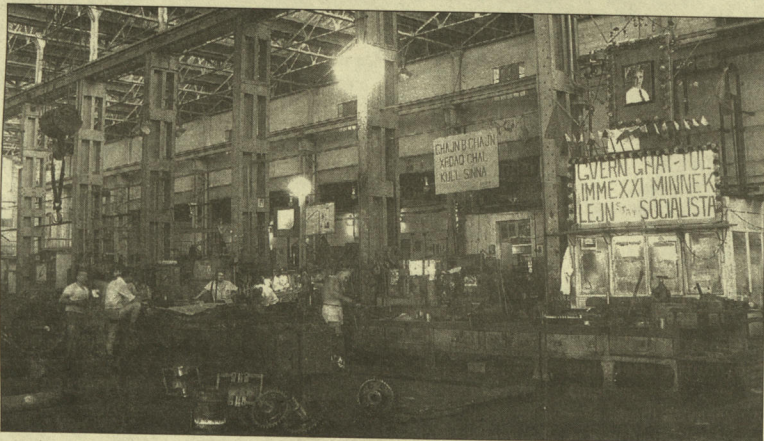
La base de l'organisation devrait naître de la communauté (au sens territorial) et devrait chercher à établir une force révolutionnaire organisée dans toutes les sections du travail, créant des bases de solidarité, s'opposant à toute forme de récupération bourgeoise, recherchant la coordination régionale, nationale et internationale à travers un slogan stratégique : la destruction de chaque maillon de la chaîne capitaliste.

Dans chaque cas, la classe dirigeante, qu'elle soit bourgeoisie nationale ou internationale, exploite et opprime la classe ouvrière. Là où les factions patronales n'ont pas le pouvoir, ou n'ont pas le partage du pouvoir avec les classes dirigeantes, elles cherchent à utiliser la classe ouvrière et ses griefs pour se propulser au pouvoir. Sans une active implication des révolutionnaires, l'exploitation et l'oppression des ouvriers ne trouvera réponse que dans des forces anti-révolutionnaires, ou des forces qui tenteront de récupérer le mouvement à leur profit. Le syndicalisme, le fondamentalisme et la social-démocratie ne peuvent qu'emmener plus loin les travailleurs de la périphérie sur la route de la misère.

Voilà, en espérant avoir ouvert le débat...

« Organise ! »

Une usine des environs de La Valette (Malte). Photo Christian Weiss/APP.



ROUEN

Une ville en état de siège

RENDEZ-VOUS

BOURGES
Une liaison FA s'est constituée sur Bourges, pour la contacter, écrivez aux Relations Intérieures.

CHELLES
Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA vous invite le samedi 26 février à 20 h 30 à une réunion-débat au local du groupe (1 bis, rue Emille, 77500 Chelles) sur le thème : « Le désordre national mis à jour de par l'éclatement de l'URSS et de la Fédération yougoslave », avec Nicolas Trifon, auteur aux Cahiers d'Izotok de « Moldavie ex-soviétique, histoire et enjeu actuel ».

GAP
Un compagnon vend le Monde libéral chaque samedi de 11 h à 12 h, place Jean-Marcellin à Gap. Pour contacter la FA sur Gap, écrivez aux Relations Intérieures.

GRENOBLE
Le groupe Jules-Vallès de la FA-Grenoble et la CNT-Bordeaux organisent le samedi 19 février à 15 h une conférence-débat sur le thème : « Fédéralisme et autogestion », animée par Régis de la FA de Lyon. Accueilli des participants à partir de 14 h 30 au local du CDESI, 102, rue d'Alembert à Grenoble.

LYON
Débats et vidéo à la librairie La Plume Noire, (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon) :

- jeudi 17 février à 20 h, débat sur l'Algérie. Présentation et analyse de la situation sociale et politique ;
- samedi 19 février à 15 h, vidéo : Foi d'anar (interview de Maurice Joyeux, qui fut un militant de la FA). Il s'agit d'un documentaire réalisé pour la télévision ;
- jeudi 24 février à 20 h, débat sur la prostitution, avec Daniel Welzer-Lang, auteur du livre Les uns, les uns, les autres ;
- samedi 29 février à 15 h, débat sur la révolution russe de 1917 et la Makhnovchina.

PARUTIONS

BROCHURE
Le groupe FA de Nice édite L'Anarchie de Sébastien Faure. Prix : 25 F (port compris). Chèque à l'ordre de l'ADCL. A commander à ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

BROCHURE
Le groupe La Vache Folle édite le n° 6 des Cahiers de La Vache Folle. Cette nouvelle brochure illustrée a pour thème et pour titre « De la ville ». Poètes, créateurs se sont empoignés avec l'image, le son, le bruit et la lumière, la fureur et la douceur de nos villes. Prix : 35 F. A commander à DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

Union régionale parisienne de la FA
COURS

CONFÉRENCES-DÉBATS
20 h 30 - local « La Rue »
10, rue Robert-Planquette
(M^e Blanche) 75018 Paris

• Vendredi 18 février 1994 : « Le nouvel ordre moral » ;

• Vendredi 4 mars 1994 : « Comment s'organiser ? Comment lutter contre le capitalisme ? ».

SUITE AU MEURTRE D'IBRAHIM SY par un gendarme et aux émeutes qui ont suivi dans le quartier des Sapins à Rouen (cf. ML n° 944), les jeunes du quartier et la famille appelaient à un rassemblement place de l'Hôtel-de-Ville à Rouen le samedi 5 février.

La solidarité a véritablement joué, puisque les jeunes des Sapins étaient rejoints par leurs copains (des autres ghettos rouennais (Château-Blanc, Sablière, Canteleu...) et par tout ce que Rouen compte d'associations antiracistes, FA entre autres (qui fut une des rares à respecter l'esprit de ce rassemblement à la mémoire d'Ibrahim et demandant que justice soit faite en ne faisant pas étalage de banderoles, tracts...).

Une délégation fut reçue par le maire, sans avancée notable. Ensuite, la manifestation commença ; en partant à 300, on se retrouva vite à plus de 2 000. Cela aurait pu être une manifestation banale, mais...

De mémoire de militants, même en remontant à la guerre d'Algérie, on n'avait jamais vu un tel déploiement policier. Plus de 500 policiers, casqués, avec boucliers et grenades lacrymogènes, des brigades spéciales en civil armées de matraques et autres objets contondants, avaient investi le centre ville. A tel point qu'aux abords de la rue Lecanuet (eh oui, ça existe) et de la rue Jeanne-d'Arc, toutes les rues adjacentes étaient occupées par les forces dites de l'« ordre ». Les rues piétonnes étaient remplies de cars de CRS ; des policiers étaient en faction dans les porches, attendant les ordres ; les grilles des magasins étaient fermées... ce qui fait que pour un samedi après-midi, il n'y avait pas un chat dans les rues commerçantes, à part les flics... et on pouvait même se garer facilement.

De ce fait, la manifestation était très tendue, et un tel déploiement était une provocation, pouvant conduire à tous les dérapages, à toutes les bavures.

Nouvelles du front

ETAT ESPAGNOL : 130 OBJECTEURS EMPRISONNÉS
L'Etat espagnol compte actuellement plus d'une centaine d'objecteurs-insoumis emprisonnés, pour la plupart, depuis deux ans. Parmi lesquels une cinquantaine à l'isolement. Pour les soutenir, s'informer... écrivez au MOC, aptdo 1126, 31080 Pamplona ou Kakitzai, Navarria 15, 31001 Pamplona (Espagne).

PAYS BASQUE : RAPPEL D'UN INSOU MIS
Une première vient d'avoir lieu en Pays basque. Un insoumis au service national, Kittu Lascaray, qui avait été condamné à treize mois de prison fermes en 1993 et avait purgé sa peine dans les prisons de Gradignan et de Poitiers, vient d'être rappelé à l'armée. Il était incorporable le 1^{er} février, et va

Les organisateurs de la manifestation avaient bien précisé que tout se passerait dans le calme, et ce déploiement disproportionné fut ressenti comme une injure supplémentaire.

Pour éviter tout heurt inhérent à cette présence policière, un service d'ordre, regroupant les habitants du quartier et des militants antiracistes, se mit en place, d'autant que tout affrontement aurait été un « massacre » et aurait saboté tout ce qui avait pu se mettre en place.

Pendant ce temps, les notables du PCF et du PS, de SOS-Racisme et du MRAP manifestaient contre les lois Pasqua, initiative louable s'il en est... mais à l'autre bout de Rouen. Ils n'étaient qu'une petite centaine, préférant l'ambiance « bonne compagnie » aux vociférations des « voyous »... pensant que c'est par la légalité que l'on combat efficacement le racisme plutôt que de l'affronter sur le terrain.

La manifestation pour Ibrahim, souvent à deux doigts de heurts avec des forces de police très motivées (leurs chefs devant plus d'une fois les rappeler à l'ordre), arriva tout de même sur la rive gauche de la Seine, devant la préfecture, où là, miracle, il n'y avait pas l'ombre d'un casque (les flics arrivèrent bien plus tard). Il faut dire que les magasins y sont beaucoup moins nombreux, le quartier plus populaire et que les seuls bâtiments à défendre sont les HLM et les travaux du métro. A 100 mètres de là, il y avait même un marché plutôt coloré quant à la fréquentation, un marché pas même protégé. Voilà une preuve flagrante que la mairie et la préfecture voulaient protéger les commerces. Et si, au cours des ans, ils ont chassé du centre ville travailleurs, immigrés, chômeurs, exclus vers la

périphérie, ce n'est pas pour que ceux-ci y reviennent. On aurait cru qu'ils voulaient se défendre contre les hordes barbares venues de banlieue.

Toujours sous tension, surtout qu'on ne peut pas obtenir quelque chose de palpable d'une telle manifestation, celle-ci s'arrêta quasiment dans le calme. Sur ce point, au moins, les jeunes avaient gagné.

Suite aux trois nuits d'émeute des Sapins, cette manifestation « calme et responsable » aura sans doute fait réfléchir plus d'un sur le fond de la révolte.

D'autre part, des éléments positifs se sont produits suite à ces émeutes : les jeunes des Sapins ont fonctionné en assemblée générale, posant des revendications et des termes précis

sur une révolte désespérée à l'origine. Ils ont vu qu'ils n'étaient pas seuls, que les autres quartiers avaient répondu présent, et qu'ils pourraient compter sur une solidarité allant bien au-delà des réflexes d'une communauté culturelle et étrangère. Fait intéressant : l'envoyée, comme médiatrice, de la mosquée de Paris, a été renvoyée par les jeunes qui ne se reconnaissent pas dans ses valeurs.

Enfin, le pouvoir conservateur bourgeois de Rouen s'est pris deux claques, les émeutes, et la manifestation. Il faudra qu'il remette en cause sa politique de beaux quartiers. Reste que le flic qui ont bavé sur Ibrahim court toujours. Etre tué pour une voiture volée, c'est payer cher sa condition d'exclu.

Guy Pique
et Jean-Pierre Levaray
(gr. de Rouen)

FLICAGE UNIVERSITAIRE

Solidarité avec les étudiants étrangers

Les étudiants étrangers sont soumis à une discrimination au sein de l'université. Le renouvellement de leur carte de séjour est subordonné à différents critères. En effet, les directives du ministère de l'Intérieur à ses préfets, par l'intermédiaire de la circulaire Sauvé-Marchand datée d'octobre 1991, sont suffisamment larges pour permettre de libres interprétations. Citons cette circulaire : « Vous devez, par ailleurs, contrôler la réalité et le sérieux des études poursuivies par l'étranger : pour ce faire, vous pouvez, notamment, réclamer une attestation d'inscription aux examens et demander à en connaître les résultats ». Ainsi, les préfets ont le libre arbitre pour choisir les critères de « réalité » des études, et on a vu des étudiants se faire expulser pour avoir redoublé, changé de filière, ou bien parce qu'ils ne pouvaient justifier des 1 500 F de revenus mensuels obligatoires pour un étudiant étranger (alors que son droit au travail est largement restreint), en un mot, taxés de « faux étudiants » et bientôt de « vrais clandestins ».

ce qui va à l'encontre des principes même affirmés en matière d'éducation dans ce pays. L'administration universitaire dans son ensemble a laissé s'imposer cet état de fait. Cette injustice des plus criantes se traduit par de nombreux cas d'étudiants expulsés. C'est pourquoi nous avons décidé de mettre l'administration face à ses responsabilités en occupant des bâtiments administratifs de différents facultés, dans une dizaine de villes françaises, pour une durée indéterminée.

Par notre action, nous entendons interpellé l'ensemble de la communauté universitaire sur cette question et demandons que la Commission paritaire universitaire (CPU) se réunisse et entame les démarches nécessaires auprès du ministère de l'Intérieur afin de mettre fin à cette situation intolérable.

Nous sommes déterminés à obtenir ce que nous souhaitons ; cette occupation n'est qu'un premier coup de semonce.

Comité de défense des étudiants étrangers

N.B. : Comité de défense des étudiants étrangers c/o Réflex, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

FORUM

Samedi 12 mars - 16 h 30

« LA POSSIBILITÉ DE L'ÉMERGENCE D'UN MOUVEMENT LIBERTAIRE EN ALGÉRIE »

(à partir de la brochure « Appel aux travailleurs algériens »)

Librairie du Monde Libertaire 145, rue Amélot (M^e Oberkampf) 75011 Paris

Halte à l'escalade guerrière en Bosnie !

(suite de la « une »)

Les dangers d'escalade — Oui, les choses ne sont pas simples car les plus lucides des dirigeants et les moins bêtes des militaires occidentaux savent que « l'injonction faite aux Serbes », nouvelle expression de la novlangue du « nouvel ordre mondial » qui fait donc suite aux perles du genre « guerre humanitaire » ou « soldats de la paix » (comme si les soldats étaient pacifiques et la guerre humaine !), peut entraîner une escalade guerrière aux conséquences multiples. Les fous qui nous parlent encore de « frappes aériennes chirurgicales à effet dissuasif sans déclenchement de riposte » nous prennent vraiment pour des imbéciles ! Il suffit pour s'en rendre compte de songer au tapis de bombes qui fut expédié sur la population irakienne, soi-disant pour défendre la « démocratie koweïtienne », en fait une pétrodollar monarchie quasi-dictatoriale qui règne encore (2), et soi-disant pour éliminer le régime, effectivement dictatorial, lui-aussi, de Saddam Hussein, toujours en poste lui aussi encore, ou tout simplement de penser à toutes les guerres qui se sont déclenchées à la suite d'une escalade de ripistes, immanquablement suivies de représailles, enchaînées de contre-ripostes, et ainsi de suite... Les dirigeants occidentaux qui ont lancé la guerre du Golfe sont pratiquement tous encore en place : se seraient-ils du jour au lendemain convertis en apôtres des causes humani-

taires rien que pour les Bosniaques ?

La question est : veulent-ils se débarrasser de Milosevic ? La réponse est peut-être, mais c'est secondaire. Veulent-ils se débarrasser de l'Etat serbe ? La réponse est non, la présence serbe est malgré tout trop importante pour la stabilité dans les Balkans, et puis la remettre en cause ce serait s'attaquer au problème du Kosovo, et donc ouvrir la véritable boîte de Pandore en touchant au sacré principe de l'intangibilité des frontières internationales reconnues. Et ça, pour le moment, à part quelques ultranationalistes locaux engoncés dans leur logique de prétendue lutte de libération nationale, personne n'en veut !

Veulent-ils alors un Etat bosniaque ? Oui et non, un peu beaucoup, passionnément, pas du tout (3). Leur intérêt ne s'attache absolument pas au sort des populations qui vivent en Bosnie mais à la neutralisation mutuelle des puissances en jeu : l'Allemagne qui s'appuie sur la Croatie, la France et l'Angleterre qui préfèrent la Serbie mais qui trouvent qu'elle en fait un peu trop, les Etats-Unis qui ne seraient pas fâchés de voir s'implanter un Etat islamiste en Europe pour embêter la CEE et pour s'attirer les sympathies des pays musulmans quelque peu traumatisés par la guerre du Golfe, le tout sur fond de dépeçage économique et de privatisations.

Le gouvernement bosniaque se pose en martyr. Nonobstant le fait

que factions musulmanes rivales s'étripent dans la poche de Bihac, qu'elles passent alliance tantôt avec les Serbes, tantôt avec les Croates (4), il n'a pas tort. Car c'est lui le principal perdant, pour le moment. Oubliant les crimes commis de toute part, il cherche à nous faire croire qu'il est désarmé, alors que ses usines d'armement tournent à plein

« Le gouvernement bosniaque cherche à nous apitoyer sur la misère [...] en s'appuyant sur les nouveaux pitres du cirque médiatico-intellectuel européen... »

régime et que les trafics d'armes se portent bien ; d'ailleurs, l'armée bosniaque (48 000 soldats d'après l'hebdomadaire hongrois *Vreme*) est en train de renverser les rapports de force sur le terrain militaire, et une escalade ne lui serait pas forcément défavorable (5).

Le gouvernement bosniaque cherche à nous apitoyer sur la misère, bien réelle celle-là, de ses habitants, en s'appuyant sur les nouveaux pitres du cirque médiatico-intellectuel européen qui, après s'être repus de maosisme jusqu'à en dégueuler pour retourner au bercail du libéralisme bien bourgeois, ont trouvé en Sarajevo le nouvel exutoire de leurs phantasmes, mais il le fait au prix de contorsions politiques totalement cyniques : on a pu lire

récemment les propos révélateurs de dirigeants bosniaques qui se dédouanaient par avance de leur future dérive radicale islamiste ou anti-démocratique pour punir les démocraties de « n'avoir rien fait » (comme ils disent, c'est-à-dire, rien fait pour eux), et pour punir les habitants eux-mêmes de ces démocraties de la guerre qui viendrait les frapper à leur tour pour leur « non-assistance » (6).

Il va sans dire, au passage, que nos dirigeants français sont ravis de l'aubaine et leur tendent alors complaisamment des micros sur le thème du : « Vous voyez, si nous ne frappons pas fort, la guerre arrivera jusqu'à vous, citoyens, c'est maintenant qu'il faut agir ! ». Refrain classique du chantage géopolitique de toutes les guerres, mais qui n'a jamais empêché les massacres, et qui nous permet de rappeler que la guerre en Bosnie, dont les télévisions nous abreuvant en images horribles ou commentaires émotionnels sans aucune analyse sérieuse, remplit une autre fonction : celle de contrôle social et idéologique en France même, que rien ne bouge, sauf l'Etat ! Et quand on pense que des gauchistes tombent dans le panneau et, s'alignant aux côtés du lobby pro-interventionniste (cf. ML n° 940), réclame la « levée de l'embargo sur les armes en Bosnie », aux côtés de Cuba ou de l'Irak, sans réclamer, bien sûr, la levée de l'embargo sur la Serbie qui pourtant, comme tous les embargos, touche d'abord la population sans menacer les dirigeants. D'ailleurs, Milosevic comme Saddam Hussein ou Fidel Castro sont toujours là !

cela, il faut qu'il existe là-bas, et qu'il existe ici aussi. Accepter l'intervention de l'armée française, intanquable ou onusienne en Bosnie, c'est accepter que l'armée puisse offrir une solution n'importe où, c'est accepter une relance des budgets militaires et de la course aux armements, c'est accepter que le fameux « droit d'ingérence » devienne une politique systématique malgré les échecs retentissants en Irak ou en Somalie. Ne nous laissons pas gagner par le bourrage de crâne ! A ceux qui demandent « que faire ? », répondons que le « nouvel ordre mondial » qui se met en place en Bosnie est le même qui nous a mené au GATT, à la colère des marins-pêcheurs et donc au début de la riposte. Balayons devant notre porte !

Mil Schaeffer

(1) *Courrier international* n° 170, février 1994, p. 13.

(2) Le premier ministre bosniaque, Haris Siladzic, vient d'ailleurs de lui rendre visite.

(3) « Dans les circonstances actuelles, la Bosnie-Herzégovine est un "Etat en trop" où cohabitent en paix, jusqu'à ces dernières semaines, Musulmans, Serbes et Croates » in « Yougoslavie, le terrorisme des Etats », *Brochure anarchiste* n° 7, par les Relations internationales de la FA, 1^{er} janvier 1993, p. 26.

(4) « A Mostar, le commandant des forces musulmanes aurait conclu un accord avec son ancien camarade de classe de l'Académie militaire de Belgrade — qui commande l'artillerie serbe du secteur —, pour qu'il effectue un tir de barrage d'une demi-heure contre les forces croates, ce qui a permis aux Musulmans de consolider leurs positions sur la rive droite de la Neretva, la rivière qui traverse Mostar. Le prix de ses services aurait été de 4 000 marks. Près de Fojnica, en Bosnie centrale, les Serbes gèrent un service de location de chars de combat. Ils louent leurs tanks aux membres des unités paramilitaires croates [...]. Toutes les voies de communication étant coupées, l'armée bosniaque achète une partie de ses munitions aux Serbes. Les responsables refusent systématiquement tout commentaire sur ces trafics d'armes pour le moins insolites. "Parfois, il n'est vraiment plus évident de savoir qui lutte contre qui dans cette guerre", se borne à remarquer le général Pasalic [le commandant des forces musulmanes à Mostar]. » in *Courrier international* n° 168, janvier 1994, p. 9.

(5) « Les Bosniaques entendent la victoire — le rapport des forces évolue en faveur des troupes de Sarajevo. » in *Courrier international* n° 168, janvier 1994, p. 9-10.

(6) Enes Durakovic, ministre bosniaque de l'Education : « Désormais, c'est nous qui ne voulons plus de cette République bosniaque multinationale et multiconfessionnelle, du moins pas celle que l'on veut nous imposer... » Adnan Mujagic, responsable du SDA (le parti d'Izetbegovic) à propos d'un Etat multinational : « C'est nous qui serons au pouvoir. » in *Courrier international* n° 168, janvier 1994, p. 9-10. Peut-on être plus clair ?

ITALIE

Liberté pour Salvatore Cirincione

En décembre 1992, Salvatore Cirincione, militant anarchiste, a été arrêté (après huit ans de recherches) pour sa participation au mouvement libertaire armé *Azione Rivoluzionaria*. Ce compagnon, actuellement incarcéré au Centre clinique de San Vittore (Milan), est gravement malade suite aux coups et traitements administrés lors de son arrestation. Il souffre en effet d'hémorragies de la vessie et d'une infection de l'appareil génital (il a perdu l'usage du testicule gauche), ce qui l'amène à subir de nombreuses transfusions sanguines. A cela, s'ajoute un danger d'insuffisance rénale. Aujourd'hui, sa vie est gravement menacée.

Le 7 juillet 1993, à cette situation des plus douloureuses et scandaleuses, les autorités carcérales ont répondu par la négative lorsqu'il s'est agi d'un ajournement de sa peine. Pour ces autorités, les conditions de santé du compagnon sont estimées compatibles avec le régime carcéral (sic). En Italie, pays dit « démocratique » et civilisé, on torture et assassine en silence dans les prisons.

L'état de santé de Salvatore Cirincione nécessite des produits pharmaceutiques coûteux (près de 50 000 livres par jour, aux environs de 130 F), que le ministère de la Justice se refuse à payer.

Malgré son état de santé qui se dégrade, notre compagnon continue de lutter contre l'arbitraire et pour sa dignité. Un comité national regroupant des groupes, des cercles et des individus anarchistes, ainsi que de nombreux centres sociaux autogérés s'est créé pour œuvrer à la libération de Salvatore. Vous pouvez témoigner votre solidarité à ce dernier en lui apportant une aide financière (pour l'achat de ses médicaments, pour ses frais d'avocat...). Envoyez un mandat international à Mario Anzoino, 27, via Nizza, 10125 Torino (Italie). Spécifiez : « *Solidarita Salvatore Cirincione* ».

Enfin et surtout, n'hésitez pas à écrire à l'ambassade d'Italie, 47, rue de Varennes, 75007 Paris pour exiger la libération de Salvatore Cirincione.

B.N. (Toulon)

Viva Zapata !

(suite de la « une »)

influencé une révolte indienne dans un Etat du Mexique frontalier avec le Guatemala où les Indiens représentent 80% de la population ?

Xavier : Les 500 ans ont rassemblé et motivé, certes. Ils ont montré qu'être indien peut être source de dignité. Ils ont rappelé l'histoire, et les multiples révoltes indiennes. L'organisation South and Mezzo Indian Council a acquis une notoriété internationale. Il faut dire que les Indiens du Chiapas influencent l'association des organisations indiennes : ils montrent qu'une lutte organisée peut fonctionner. D'ailleurs, une délégation des Indiens est venue prendre contact avec les Zapatistes. Il y avait des représentants indiens du Canada, des Etats-Unis, du Pérou, du Nicaragua, du Mexique et Rigoberta Menchu, pour le Guatemala. Ils ont tenu à faire une déclaration demandant que tous les pays respectent les revendications des indigènes, pas par charité mais en pensant toujours que les indigènes étaient à la source. Les Indiens du Canada et des Etats-Unis ont insisté sur la possibilité d'événements du même type n'importe où.

ML : Commençons par l'impression en ville, en arrivant à Mexico ou à San Cristobal de Las Casas, haut lieu du tourisme dans la région. Quelles sont les réactions dans la rue, pour le « Mexicain moyen », ou pour ceux qui travaillent avec les Indiens ?

Xavier : Ceux qui, depuis de longues années, travaillent avec les Indiens, pour leur formation, leur reconnaissance, pensent qu'il s'agit d'un problème international aussi bien du point de vue social, que politique ou économique. Il paraît évident qu'avec des productions et un travail payés au prix des sociétés occidentales, la situation serait bien différente. Le Mexique doit prendre en compte la dimension indienne avec un appui nécessaire de l'international. Mais les Zapatistes ont réussi à « passer » dans l'ensemble de la société mexicaine. Au début du conflit, il y a eu rejet, c'étaient des salauds, le gouvernement donnait assez de fric comme cela. Et puis, vers le 5 janvier, le discours a changé. Dans la classe moyenne l'EZLN a réussi à faire passer le message. Ils ont commencé à comprendre que le problème était mexicain. Même le chauffeur de taxi, qui n'a jamais vu un Indien, et qui peut se sentir éloigné du problème, s'en foutre, ne nie plus aujourd'hui qu'il y a urgence. Pour les milieux bourgeois, après le rejet du début, il est reconnu que le problème existe et qu'il faut le résoudre. Mais pour eux, le Mexique ne peut le résoudre, il faut une intervention du FMI. Ils ne veulent, en aucun cas, en supporter l'aspect financier.

ML : Parlons, maintenant, de ceux qui combattent. Tu as été dans la zone zapatiste. Tu as rencontré des

guérilleros, lu les communiqués qu'ils publient quotidiennement. Ont-ils la même vision de la situation ? Quelles sont leurs revendications ?

Xavier : Il faut parler des guérilleros, paysans en armes et du comité. Pour les paysans rencontrés, les revendications sont plus pratiques. D'abord la terre, mais aussi des écoles, des hôpitaux. Quand on leur parle de l'ALENA, de la politique des cinq ans à venir, ils ne disent pas que ce n'est pas important, qu'ils ne s'y intéressent pas, mais ils renvoient vers le comité. Et, il est vrai, le comité, qui est en relation fax avec les principaux journaux et qui s'occupe des relations extérieures semble très au fait de la dimension internationale. Tout en mettant en avant le problème indien, ils demandent, par exemple, que les salaires des entreprises étrangères qui s'implantent au Mexique, soient équivalents aux salaires de ces entreprises dans leur pays d'origine. Le problème indien est un problème mexicain, et le programme doit intégrer une dimension internationale. Ce qui a surpris l'Etat fédéral, c'est qu'en aucune manière, ils ne revendiquent l'indépendance du Chiapas. Les revendications indiennes doivent être partie prenante de la politique mexicaine.

Pour tous, les demandes semblent justes. Il y a les exigences liées à la guérilla : cessez-le-feu, amnistie, retrait des troupes et libération des prisonniers sans condition. Et puis, il y a la question de la terre. Les Zapatistes demandent une redistribution des terres, tout en sachant que cela peut prendre du temps. Pas question de recommencer comme à la fin des années 1970, où seulement vingt haciendas avaient été démantelées. Les paysans indiens veulent vendre une partie des terres improductives et juste défrichées des montagnes de la Sierra Madre contre une partie des terres des grands propriétaires des plaines. Pour l'instant, rien n'est dit sur les grandes sociétés industrielles occidentales qui possèdent jusqu'à 30 000 hectares alors qu'un plafond est fixé par la loi à 2 500. Il en va ainsi de Total qui peut s'appeler Tital ou Tatol, de Volkswagen... En général, chaque lot de 2 500 hectares est au nom du père, de la mère, des enfants, du... chien !

ML : On peut penser que les Indiens ont attendu la signature de l'ALENA pour débiter le soulèvement ?

Xavier : Le 1^{er} janvier est une date extrêmement bien choisie. Sur le plan politique, puisque le gouvernement, pressé par les Américains, ne pouvait se laisser aller à la répression dont il est coutumier, même s'il y a eu tortures, assassinats, sans doute un millier de mort. Les Etats-Unis eux-mêmes se sentent impliqués. Toute la préparation a ainsi été minimisée dans les sphères gouvernementales pour ne pas gêner la signature. Du point de vue intérieur, il y a des élections au

mois d'août prochain. D'après la Constitution, Carlos Salinas, l'actuel président, ne peut se représenter. A l'intérieur du PRI, parti tout puissant au pouvoir depuis la révolution, cinq poulains étaient en course dont le négociateur officiel actuel Camacho Solís administrateur de Mexico et qui n'était pas celui retenu. L'évolution du conflit et la prise en considération du problème indien crée bien des remous. Enfin sur le plan stratégique, puisque dans de nombreuses casernes et nombreux commissariats, la soirée du 31 décembre au 1^{er} janvier était plutôt à la fête et bien arrosée.

Ainsi, les Zapatistes ont pu investir cinq villes avec une facilité toute louche en d'autres circonstances. Prendre la mairie d'une grosse ville dont la caserne ne se

trouve qu'à huit kilomètres paraît des plus étonnant. Dès le 2, ils se retirent volontairement, mais marchent pendant deux jours pour finalement créer une zone en forêt lacandonienne, d'où ils sont effectivement indolégables. La troupe armée est à 90% composée de jeunes hommes et femmes. Les villages locaux les entretiennent en nourriture et soins. Ils semblent qu'ils se renouvellent pour assurer une garde tout en assurant le travail des champs. Le comité rassemble plusieurs organisations indiennes coopératives, syndicales, religieuses ou politiques. Un comité de soutien à l'EZLN s'est créé. Il comprend cinquante-cinq organisations.

ML : Quel peut être l'avenir ?

Xavier : D'abord il faut dire qu'ils

ont tous le sentiment d'avoir gagné. Le problème indien est pris en considération. Pour les négociations, l'EZLN a cherché quelqu'un d'intermédiaire. Ils n'ont trouvé que l'évêque de San Cristobal, Samuel Ruiz, tout en précisant qu'ils n'iraient pas pour autant remplir les églises. Pour l'instant, ce dernier n'a pas plus d'information que l'ensemble de la population qui lit les communiqués. Des négociations vont s'ouvrir, les Zapatistes exigent que les prochaines élections soient limpides, sans fraude et surtout qu'elles prennent en compte le programme de revendications des Indiens. Sinon ils reprendront les armes.

Propos recueillis
par Christian Véron
(Nantes)

ECHO DE PRESSE

« Libération » et le Mexique

Dans le n° 940 du *Monde Libertaire*, la dernière page était consacrée aux événements de l'Etat du Chiapas au Mexique. Dans un bref article signé Atapaz, *Libération* était quelque peu épinglé quant à sa manière de traiter l'information sur cet événement.

Nous ignorions qu'une critique publiée dans le *Monde Libertaire* pouvait attirer une réponse officielle. Voilà, c'est chose faite, Patrick Sabatier, chef du Service étranger, conteste l'« information » donnée à nos lecteurs par « l'anonyme Atapaz ».

On apprend que *Libération* a un correspondant au Mexique (Jean-François Boyer), mais nous savons qu'il était encore à Paris lors des événements. Les quatre pages (dont deux pages et demie de Graciela Iturbide) ont été publiées le 25 janvier (la lettre de Patrick Sabatier est de la même date...). Le billet du *Monde Libertaire* est du 13 janvier. Atapaz révélait le traitement idéologique de l'insurrection indienne du Chiapas par *Libération*, et à ce titre ses « ceillères » valent bien les nôtres quant au choix des extraits de la traduction d'El País, qui avait, c'est vrai, tout pris du journal mexicain *La Jornada*.

Patrick Sabatier nous affirme que « l'envoyé spécial sur le terrain » a pu vérifier que « Marcos est bien le chef de l'EZLN, branche militaire du Comité révolutionnaire qui dirige l'insurrection », d'où, à notre avis, plus qu'intéressante son insistance à ne pas revendiquer ce titre. Lors de la révolution espagnole, Durutti était-il le « chef » de sa colonne ?

Dernier point apporté par *Libération*, le titre « C'est la violence et la faim qui nous poussent » avait été tiré d'un passage de l'entretien original de la *Jordana* où était évoquée la « violence » subie par les Indiens (« La violence, c'est la faim et la misère auxquelles Salinas a condamné le pays et qui nous ont poussés à cette attitude extrême. »). Soit, mais dans un titre, cela a une toute autre signification !

Bref, nous maintenons que l'ancien quotidien de la rue de Lorraine a sa propre manière de traiter l'information et cela malgré les moyens qu'il a à sa disposition (COFD). L'insurrection zapatiste a été minimisée et banalisée dans ses colonnes, réduite à des dépêches AFP ou Reuter ; il fallait, au même moment à Paris, se procurer le quotidien espagnol *El País*, qui a consacré pendant deux semaines quatre à six pages par jour à la révolte indienne et à sa répression, pour suivre et comprendre le conflit. Quant au reste de la presse française, ce n'est quand

même pas nous qui allons conseiller à M. Sabatier de lire *l'Humanité*, où un effort remarquable a cependant été fait, par François Escarpit, sur la guérilla zapatiste.

Concluons sur ces propos de notre défunt compagnon mexicain Ricardo Flores-Magon, parus dans la revue *Regeneracion* le 25 février 1911 : « La révolte, c'est la vie ; et la soumission, c'est la mort. Y a-t-il des rebelles au sein du peuple ? Alors la vie est possible, ainsi que l'art, les sciences et l'industrie... ».

Atapaz



11 RUE DESANDRIER
75154 PARIS CEDEX 03
TEL. - 42 78 57 00

LE MONDE LIBERTAIRE
145 rue Amelot
75011 PARIS

Paris, le 25 janvier 1994

Monsieur,

L'ignorance est souvent la mère de la médisance. Contrairement à l'« information » donnée à vos lecteurs par l'anonyme Atapaz :

1/ *Libération* a bien un correspondant au Mexique, Jean-François Boyer ;
2/ *Libération* a informé ses lecteurs quasi-quotidiennement des événements du Chiapas, comme n'importe quel exanonyme bonnet de nos numéros depuis le 1^{er} janvier le montre. Il a même consacré 4 pages au sujet dans son numéro du 25 janvier, plus qu'importe quel autre organe de presse en France ;

3/ *Libération* n'a pas « censuré » l'entretien du « commandant » Marcos mentionné, entretien publié d'abord dans le journal mexicain *La Jornada*, et non comme l'air de le croire votre rédacteur par le journal espagnol *El País*, qui n'en a publié, tout comme *Libération*, que des extraits. Nous avons, comme c'est souvent le cas, réduit un texte que nous tenions à publier. Les coupes qui y ont été faites portaient essentiellement sur des informations qui avaient déjà été publiées dans le journal (comme le fait que Marcos est bien Mexicain, quoique non Indien et non originaire du Chiapas, par exemple) ;

4/ Au risque de décevoir les illusions d'Atapaz, nous envoyés spécial sur le terrain a bien pu vérifier auprès des combattants que « Marcos » est bien le chef de l'EZLN, branche militaire du Comité révolutionnaire qui dirige l'insurrection ;
5/ *Libération* a tiré cet article à partir d'un passage de l'entretien original de la *Jordana* sur lequel nous avons travaillé. Ce passage évoquait la « violence » subie par les Indiens (maladies, diète, ...) comme une des causes de la révolte. Il n'y avait dans ce titre rien d'idéologique contrairement à ce que cherche à faire croire votre « Atapaz » aveuglé par ses ceillères.

En vous remerciant de bien vouloir porter cette mise au point à la connaissance de vos lecteurs.

Patrick SABATIER
Chef du service Etranger

Patrick Sabatier

PRIVATISATION

EDF

fait de la résistance

Fidèle aux orientations du cinquième plan qui voudrait dessiner une France plus adaptée aux contraintes économiques de cette fin de siècle, Longuet veut s'attaquer aux derniers remparts s'opposant encore au libéralisme sauvage.

Pour cela, s'appuyant sur les injonctions des douze « sages » de Bruxelles, renforcées par le traité de Maastricht et sa doctrine d'ultra-concurrence, Longuet (ancien nervi du mouvement d'extrême droite Occident devenu ministre) a fait rédiger un rapport, dit « rapport Mandil », sur la possible privatisation d'EDF, en commençant par son monopole de production.

Dès que ce brûlot fut connu dans ses grandes lignes, toutes les organisations syndicales déclenchèrent le branle-bas de combat général et réussirent à pousser dans les rues de Paris plus de 50 000 agents EDF-GDF, le 23 novembre 1993.

Ce rapport est depuis fin décembre rendu public. Commencant par flatter le sérieux et la conscience professionnelle des agents qui en ont fait l'établissement choucho des usagers, il annonce l'incontournable virage de l'accès au réseau par les producteurs d'électricité privés, qui permet aux industriels gros consommateurs de s'assurer qu'ils bénéficient bien des prix de l'énergie les plus bas possibles. Inutile de souligner que les requins sont déjà à l'affût, d'un côté comme de l'autre ! Il faut savoir que les grosses entreprises, pour la plupart, paient le kWh/force au-dessous du prix de revient (quand elles le paient, moyennant chantage au chômage). Rappelons-nous, il y a quelques années, la manœuvre d'implantation de Rhône-Poulenc dans le Nord contre une énergie à mini-prix...

Le plan Longuet entraînerait la baisse accentuée du courant pour ces requins. Et qui paierait la différence ? Il suffit de constater les conséquences en Grande-Bretagne où la privation de British-Gaz a fait doubler le coût de la consommation aux usagers. De plus, le statut des électriciens et des gaziers, leurs activités sociales, qui en font un des régimes sociaux les plus avancés au monde, perdant déjà attaqué par les plans Seguin, Evin, Veil... en subirait les plus redoutables conséquences.

Jeu 20 janvier, la CGT et FO ont appelé à un nouvel arrêt de travail avec baisse de production qui laisse présager d'autres luttes à venir.

Guy (gr. de Rouen)

PROJET DE RÉFORME ADMINISTRATIVE

La grande Alsace, non merci !

Depuis quelque temps, une mini tempête agite le bocal politique alsacien. Le ministre de l'Aménagement du territoire, Hoeffel, soutenu par les *Dernières Nouvelles d'Alsace* (dernière acquisition du groupe Hersant), a ressorti des tiroirs l'idée de la réunion en un seul département des Bas et Haut-Rhin. Le dossier prenait la poussière depuis 1985. Les enjeux politiques sautent au yeux derrière les arguments mis en avant d'économies en matière administrative. Hoeffel voit le moyen de se tailler un super fief à sa mesure. Ses collègues de tous les bords craignent pour

leurs sièges. Il ne s'agirait que de cette magouille, l'affaire ne mériterait pas même une mention dans le *Monde libertaire*, mais sa signification dépasse de loin les angoisses de carrière du personnel politique. Il s'agit de créer un super département, laboratoire pour de futurs redécoupages administratifs, ailleurs. Perspectives sombres pour bien des zones rurales et en crise industrielle, qui deviendront logiquement les appendices, réservoirs de main-d'œuvre précaire de ces supers départements.

Simplifier le découpage administratif signifie : moins d'emplois dans les services publics ; une administration plus centralisée, avec plus de problèmes pour les plus âgés et les plus pauvres qui devront affronter des rouages plus rigides ; une

administration plus fragile aux pressions des lobbies d'argent et moins sensible aux réalités locales.

Bref, que du négatif, avec en contre partie du pseudo-prestige pour Strasbourg dans sa lutte contre Bruxelles pour se prétendre le « centre » de l'Europe.

Pendant ce temps, c'est l'hiver en Alsace où le chômage progresse, où les ANPE sont de plus en plus inefficaces, où les ASSÉDIC se montrent tatillonnes et glaciales, où la police anti-immigrés de Pasqua s'organise et où les élus jouent aux cartes... électorales.

O. B.-H.
(gr. Ne Plus Subir-Alsace)

N.B. : Groupe Ne Plus Subir, BP 58, 67260 Sarre-Union.

ROUBAIX (via Dieppe)
Le délégué suppléant cégétiste est aussi candidat FN — Relevé dans le journal local les *Informations dieppoises* : selon un article de *Nord-Eclair*, M. Delahotte, délégué suppléant du Syndicat des communaux CGT de Roubaix, se présente aux élections cantonales de mars prochain, à Orchies, sous l'étiquette Front national.

Réflexion du secrétaire du syndicat : « Mon organisation est une association de salariés ouverte à tous, notre délégué exécute les tâches qui lui sont confiées avec dévouement ».

« INFOS & ANALYSES LIBERTAIRES » n° 36
revue de l'Union régionale Sud-Ouest de la FA

Au sommaire :

la crise, des reprises de la Révolution prolétarienne du 10 février 1938, la vallée d'Aspe, les contacts FA sur la région et plate-forme et synthèse.

Prix au numéro : 15 F

Abonnement : 75 F (militant : 100 F, de soutien : 150 F)

Chèque à l'ordre du CES
CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

Associations

NANTES : LES ACTIVITÉS DU « LOCAL »

Suite à la manifestation des pêcheurs à Rennes le 4 février et à l'arrestation et l'emprisonnement de quatre personnes, l'association libertaire « Le Local » organise une soirée de soutien avec un concert des Naoned Raia le jeudi 17 février à partir de 20 h.

Par ailleurs, l'association « Le Local » organise le vendredi 18 février à 20 h 30 une réunion publique avec Jean-Philippe Casabonne. Il témoignera, après six années de détention dans les prisons espagnoles, de la réalité de la répression dans l'Espagne post-franquiste.

« Le Local », 16, rue Sarlecque (quartier de la Chaussée de la Madeleine) à Nantes. Tél. : 40.48.49.56.

LYON : DÉBATS ET VIDÉO A LA LIBRAIRIE LA GRYFFE (RAPPEL)

• Jeudi 17 février à 20 h : *Etat de siège*, film de Costa-Gavras (durée : 2 h).

• Samedi 19 février à 15 h : « William Goodwin et l'euthanasie du gouvernement », débat animé par A. Thévenet de l'Atelier de création libertaire.

La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryffe (M° Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

PARIS : « DÉFENSE DE L'HOMME »

Lundi 21 février à 19 h 30, conférence-débat organisée en salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris, par « Défense de l'Homme », sur le thème : « La citoyenneté de l'origine à nos jours ».

TOULOUSE/AUCH : CONCERT HARDCORE/CRUST ET ACTIVITÉS PACIFISTES ET LIBERTAIRES

« La Libre Association », organisant des concerts antiracistes, antisexistes... et diffusant la pensée pacifiste dans les lycées, facultés et IUT de Toulouse et d'Auch (Gers), vous invite à assister à un concert animé par Health Hazard (Angleterre),

Kitchener (Angleterre) et Enola Gay (Auch) le mardi 22 février à 20 h à la salle FMR, 9 bis, avenue Frédéric-Estébé à Toulouse.

« La Libre Association » est par ailleurs éditrice du zine *Bruit* (18 pages), dont le n° 8 (janvier 1994) est disponible contre un timbre à 4,40 F, voire même rien... c'est selon les moyens. Les pacifistes et libertaires de la région Auch-Toulouse désireux de contacter « La Libre Association » en vue de mener des activités peuvent le faire sans problème.
« La Libre Association », BP 22, 32201 Gimont cedex.

CLICHY : PROGRAMME DE « LA BONNE DESCENTE »

• Mardi 22 février à 20 h : « Drogues : une utopie dangereuse, la prohibition », avec le Président Galland, cinquième épée du cannabis

• Mardi 1^{er} mars à 20 h : « Feu sur les "degôches" ! », avec l'écrivain Gilles Perrault.

En parallèle aux mardis de « La Bonne descente », le mercredi de 18 h à 19 h 30 une salle de lecture est ouverte et une permanence du journal *Mordicus* est assurée. Le samedi de 16 h à 19 h la salle de lecture est ouverte et se tient une permanence conjointe du journal *Quilombo* et du Réseau autonome parisien.

Bar associatif « La Bonne descente », 8, rue Fernand-Pelloutier (M° Mairie-de-Clichy), 92110 Clichy. Tél. : 42.70.54.02.

PARIS : MANIFESTATION DES SANS-ABRI

En prévision de la fin de la trêve hivernale, permettant les expulsions, une manifestation nationale des sans-abri est organisée le jeudi 24 février à partir de 12 h par la Coordination des sans-abri. Le rendez-vous est prévu sur la place du Trocadéro (devant la plaque commémorative des droits de l'homme). Vous êtes invités à venir nombreux.
Coordination des sans-abri, 7, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

BILLET D'HUMEUR

Une brebis égarée



Dessin de Willem emprunté à *Charlie hebdo* du 9 février 1994.

Sous le titre « Un moment d'égarément », le quotidien *Le Berry républicain* nous rapporte une fait divers chrétien extrêmement édifiant. Il concerne un certain Maurice Meyniel, 67 ans, « regardé comme un notable » et « qui présente tous les gages de la plus parfaite respectabilité » (sic). Cet ancien conseiller municipal (de droite), nous assure-t-on encore, est un « élément estimé de la communauté catholique ».

Appliquant à la lettre les enseignements des textes sacrés, ce catholique intègre laissa venir à lui un petit enfant. Un truc qui s'est déjà fait il y a quelque deux

mille ans, à l'instigation d'un barbu qui marchait sur l'eau sans skis nautiques et qui multipliait les pains sans calculatrice.

Hélas ! les temps ont changé et le bon Maurice, compatriote de notre ami Louis Lecoq, mais plus familier des bénitiers que des drapeaux noirs, laissa venir à lui un enfant de douze ans, sur lequel il se livra à divers attachements sacrés mais néanmoins réprimés par les lois laïques.

Pour sa défense, ce saint homme a dit au tribunal : « Je ne souhaite qu'une seule chose, c'est qu'on m'oublie ».

Les magistrats semblent l'avoir suivi : six mois de prison avec sursis. Nous ne lui en souhaitons pas davantage. Mais pourquoi, alors, lorsqu'il s'agit de douteuses histoires d'enseignants, dont c'est le métier de se tenir à proximité des enfants, pourquoi, alors ces mêmes enseignants ne font-ils pas l'objet de la même sollicitude ? L'esprit laïque constituerait-il, à l'inverse de l'Esprit Saint, une circonstance aggravante ?

Guimou de la Tronche

LA CRIMINALITÉ EN CHINE

« L'Empire et son milieu »

Jean-Louis Rocca - éditions Plon

LA CHINE CONTINUE de figurer en bonne place aux devantures des librairies, mais ce sont essentiellement les approches historique, politique et économique qui sont privilégiées. Le livre de Jean-Louis Rocca, *L'Empire et son milieu* (1), outre qu'il constitue une véritable mine d'informations, vient combler une lacune, l'approche sociologique. Celle-ci constitue en effet l'angle d'analyse de son étude du « milieu » criminel, dimension de la société chinoise moderne à peine effleurée à ce jour, et ce n'est pas un hasard si la préface du livre a été rédigée par Jean-Luc Domenach, l'auteur de *Chine, l'archipel oublié* (2). Officiellement, l'exploitation capitaliste et la déviance sociale et politique ont été vaincues avec l'avènement du régime communiste au pouvoir depuis 1949. Le degré de contrôle mis en place était tel qu'aucun vol à main armée n'a été recensé à Pékin entre 1949 et 1970. Pas d'équivalent du KGB en Chine jusqu'en 1976 car chacun était l'espion de son voisin : Big Brother en actes.

Mais les pesanteurs de cet ordre autoritaire imposé à tous les niveaux de la société ont commencé à se désagréger à la suite de l'échec du « Grand bon en avant » à la fin des années 50, qui a engendré une famine meurtrière, et la cassure s'est amplifiée avec le cataclysme de la Révolution culturelle qui a conduit à un désordre social croissant. Vols à la tire, viols, prostitution, pornographie, trafic de femmes et d'enfants, jeu, drogue, banditisme de grand chemin et, plus récemment, spéculation se sont propagés à travers tout le pays, surtout au sein d'une jeunesse désabusée et désormais réfractaire à la propagande politique du régime.

En effet, le Parti communiste a perdu toute crédibilité et les campagnes sporadiques lancées pour enrayer les activités criminelles visent surtout, au-delà de la menace réelle qu'elles représentent tant pour les citoyens que pour les ruraux, à reprendre en main un monde social de plus en plus indocile. Le système de justice pénale n'est que l'instrument

de contrôle du comportement déviant et non un élément objectif de régulation de la vie sociale. Aussi l'arbitraire continue-t-il de régner en maître car ce qui est désormais en jeu c'est le régime lui-même.

La brutale entrée dans la modernité avec les années Deng a ouvert la boîte de Pandore des frustrations individuelles et collectives, exacerbées par l'incapacité de la société civile à produire des modèles alternatifs au système monopartiditaire existant. Plus que le petit monde de la dissidence, c'est pour Rocca la criminalité qui représente aujourd'hui l'un des vecteurs essentiels de la contestation sociale.

De quoi se faire retourner dans leur tombe les mânes des pères fondateurs !

Jean-Jacques Gandini

(1) Sous-titré *La criminalité en Chine populaire*, éditions Plon, 1991. 160 F.
(2) Editions Fayard (compte-rendu dans le ML du 20 janvier 1994).

Ciné sélection

« Hexagone »

ou les blaireaoux

et la théorie du pinceau (*)

Ni dieu ni maître ni nationalités !
(slogan inusable, hélas !)

EN 1964, Jean Eustache, avec *Les Mauvaises Fréquentations*, entrait dans le petit monde du cinéma de l'époque. Trente ans plus tard, Malik Chibane, avec *Hexagone*, secoue le monde bien embourgeoisé du cinéma français. Comme chez Eustache à leur époque, les héros de Malik Chibane sont doués, dans la société française, du suprême don d'invisibilité. Ils n'existent en effet que comme héros de faits divers sanglants, brûlants ou, plus récemment, « voilés ». La communication médiatique (comprenez : le soupire télévisuel...) a besoin d'imagerie pour son 20 heures. Au prix de la seconde de publicité, cela se comprend. Pour le reste, les métiers de plumitifs et d'échotiers cinématographiques s'apparentent de plus en plus au collage d'étiquette ou de timbre : cinéaste beur, cinéaste afro-américain...

De ce fait, on a pu parler de cinéma beur ici ou là ; c'est parfaitement idiot et tendancieux : Malik Chibane est un Français comme tout le monde, n'en déplaise aux blaireaoux de tout poil.

Hexagone est un vrai documentaire fictionnel pour tous, où la comédie allège la noirceur du propos. Malik Chibane aime les comédies italiennes... Il réussit là où universitaires et sociologues échouent. Mais que dit-il ? Que montre-t-il ? Simplement, avec élégance, humour et tendresse, que la vie existe en banlieue. Amour, haine, drogue, sexe, famille... enfin, la vie quoi ! *Hexagone* aurait pu s'appeler « La vie : mode d'emploi ». Père aurait pu retrouver ainsi une nouvelle fois le cinéma qu'il affectionnait. Initialement prévu pour être un court métrage, ce projet collectif a vu le jour grâce à la hargne et au désir de Malik

Chibane, mais aussi des autres. *Hexagone* est un film nécessaire au moment où l'apartheid guette. Un apartheid bien français, qui baye devant les ghettos américains et ses « menaces pour la société ». Que dire du petit dépliant à l'entrée des salles, ou plutôt de la salle qui, grâce à l'ACID, accueille ce film ? Il se veut drôle et explicatif de la langue même de la banlieue (le verlan, le jeu sur les langues arabe et française...) mais il oublie la théorie du pinceau et celle du pucelage à répétition : un voile, illusion de pureté, plus qu'escamotable, qui constitue par là-même un véritable pied de nez à l'autre voile, islamique celui-là.

Film riche, parfois mal fichu, ce qui est le défaut de nombreux premiers films, *Hexagone* ressemble énormément au *Thé au harem* de Meddhi Charef : même ancrage dans le social, mêmes aspirations de vivre... On a l'impression qu'il faut attendre dix ans à chaque fois pour voir de tels films et entrevoir comment la société française se crispe ou se décrispe. Dans le film de Malik Chibane, le débat sur l'intégration est passé à la moulinette...

Dans *Le Père Noël a les yeux bleus*, de Jean Eustache, Jean-Pierre Léaud, vêtu d'un *duffle-coat* flambant neuf, objet de désir et instrument d'intégration, termine le film aux cris de : « *Au bordel, au bordel !* ». Staff, un des héros d'*Hexagone*, aurait pu terminer le film en hurlant : « *A Paris, à Paris !* ». Paris où la vraie vie est ailleurs... à vingt kilomètres.

Salim (« *Fondu au Noir* »
Radio Libertaire)

(*) La théorie du pinceau : 67° figure du Kamasutra, libre adaptation.

GINA ET L'ORCHESTRE
(Ludovic Bource, pianos ; Vincent Artaud, contrebasse ; Pierrick Pedron sax alto et soprano)
22 au 26 février - 20 h 30
Sentier des Halles
50, rue d'Aboukir (M° Sentier)
75002 Paris.
Entrée : 80 F (groupes : 60 F)

MARIE-JOSÉE VILAR
au
« Grenier de la chanson »
17 et 18 février
20 h 30
Café de la Table Ronde
7, place Saint-André
38000 Grenoble
Tél. : 76.44.51.41

LILLE
RADIO CAMPUS (106.6)
Vendredi 19 h 30 - 20 h 30
émission

« Sans voix ni maître »
(animée par le centre culturel
libertaire Benoit-Brouchoux
et le groupe Humeurs Noires de la FA)

- Vendredi 18 février : le Planning familial (sous réserve).
- Vendredi 11 mars : revue de presse militante.
- Vendredi 18 mars : les populations autochtones du Québec.
- Vendredi 25 mars : sectes et psychiatrie (sous réserve).

SÉLECTION RADIO LIBERTAIRE (PARIS - 89.4)

- Jeudi 17 février, 15 h - 16 h 30 : « Humeurs Noires », les coups de gueule de Serge Livrozet.
- 22 h 30 - 0 h 30 : « Epsilonia », musique expérimentale.
- Vendredi 18 février, 14 h - 16 h : « Bibliomanie ».
- Samedi 19 février, 11 h 30 - 12 h 30 : « Les Chroniques syndicales ».
- Dimanche 20 février, 8 h 30 - 10 h : « L'imaginaire », des mathématiques à la poésie au niveau du dérisoire.
- 10 h - 12 h : « La matinée anticléricale », une émission de la Libre Pensée.
- Lundi 21 février, 16 h - 18 h : « Les Chroniques de l'ozone », de la poésie et de la chanson avec Théophile.
- Mardi 22 février, 16 h 30 - 18 h : « Les petites annonces d'entraide ».
- 20 h 30 - 22 h 30 : « Sévices » publiques, émission de la CNT-Energie sur la tarification EDF.
- Mercredi 23 février, 10 h 30 - 12 h : « Blues en liberté ».

ELISABETH et GUIMOU
DE LA TRONCHE
Samedi 19 février
20 h 30
Caveau La Bohème/
Théâtre
des Déchargeurs
3, rue des
Déchargeurs
(M°/RER Châtelet)
75001 PARIS

Entrée : 60 F et 80 F
Réservations au
42.36.10.29

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commissaire paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

L'Anarcho-syndicalisme et le ch'timi

L'exemple des mineurs nordistes du début du siècle



Extrait des Aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux, Phil Casoar et Stéphane Callens, éditions Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux/groupe Humeurs Noires (FA), septembre 1993.

FONDÉE EN JANVIER 1904, l'Action syndicale est l'organe de la Fédération syndicaliste des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, mieux connue sous le nom de « jeune syndicat » (par opposition au « vieux syndicat » du socialiste Emile Basly). La rédaction du journal est chez Benoît Broutchoux à Lens (1).

Pendant sept ans, l'Action syndicale a publié des chansons, des nouvelles et des pièces en picard (le fameux « ch'timi »). La langue française, en effet, n'est pratiquement pas employée dans les milieux populaires à cette époque. Les dirigeants des syndicats réformistes

et corporatistes du pays minier l'utilisent d'ailleurs systématiquement pour flatter les « gueules noires ». Comme on s'en aperçoit à la lecture de l'Action syndicale, l'attitude des libertaires, quant à elle, va beaucoup évoluer...

En effet, si le picard permet dans un premier temps d'exprimer le bon sens populaire (à l'encontre bien sûr des patrons et des politiciens), il est rapidement associé au discours du « vieux syndicat ».

C'est ainsi qu'on peut voir apparaître, dans les textes publiés en picard, des phrases rédigées en français et attachées à l'expression d'une idéologie positive... celle du

« jeune syndicat », celle des mineurs qui choisissent de se tourner vers le syndicalisme-révolutionnaire. Courant 1904, l'équipe rédactionnelle évolue. Le picard n'est plus utilisé que par les enfants, les imbéciles, les baslycots. En 1906, Benoît Broutchoux lui-même publie cette note dans le numéro du 4 novembre : « Ceci dit en toute camaraderie et sans vouloir jouer au maître d'école, que nos collaborateurs ne se formalisent pas si nous améliorons et discutons leurs articles. C'est un excédent de travail dont nous nous passerions volontiers. Dans l'intérêt des lecteurs, des collaborateurs et du journal, il faut que les articles, s'ils en ont besoin, soient francisés et cela afin qu'ils soient des facteurs de l'éducation. Nous n'agissons pas ainsi par autoritarisme ou sectarisme, mais dans le but de favoriser la propagande chère à nous tous. »

Bref, la langue picarde est définitivement rejetée parce qu'associée à un certain nombre d'éléments ou de groupes sociaux jugés négatifs ou rétrogrades. Et tandis que le picard est minoré parce qu'il s'inscrit dans le corporatisme professionnel et régional (au détriment de l'unité et de la conscience de classe), le français est valorisé pour deux raisons : parce que c'est la langue de l'éducation du prolétariat (2) et parce qu'elle permet aux travailleurs, quelque soit leur lieu d'implantation géographique, de se comprendre et de se battre tous ensemble contre l'Etat et le patronat.

Quoique les arguments du « jeune syndicat » soient tout à fait valables (actuellement, l'utilisation d'une langue universelle reste d'une actualité brûlante), il est dommage que son attitude au sujet du picard n'ait pas été plus nuancée. Car, d'une certaine manière, nos compa-

gnons ont participé à l'écrasement des cultures régionales au profit de l'Etat jacobin et de la bourgeoisie nationale. Rappelons à leur décharge que de nombreux anarchistes, à la même époque, ont lutté de toutes leurs forces pour le maintien des langues régionales (l'utilisation du patois beauceron n'empêchant pas Gaston Couté de remporter un beau succès dans les cabarets parisiens). Enfin, signalons que les libertaires et les anarcho-syndicalistes aujourd'hui luttent pour la reconnaissance et la sauvegarde des langues minoritaires (alsacien, basque, breton, corse, flamand, occitan, catalan...), contrairement à l'Etat français qui n'a toujours pas signé la Charte européenne en la matière. Mais attention ! cette position, reflet de notre philosophie fédéraliste et autogestionnaire, ne tombera jamais dans un quelconque nationalisme. Les langues de l'immigration (arabe, portugais, polonais...) sont également à protéger, sans oublier les langues plus spécifiques comme l'argot parisien ou le verlan ; toute

cette diversité ne remettant pas en cause, par ailleurs, notre attachement à une langue commune, outil indispensable en matière de communication et de dialogue.

Pour conclure, et afin de lever toute ambiguïté, n'oublions pas que le patronat et l'Etat restent des structures de domination et d'exploitation quelque soit la langue qu'ils pratiquent.

Eric Dussart
(individuel FA - Lille)

(1) Les informations relatives au « jeune syndicat » et contenues dans cet article sont extraites de l'ouvrage de Jacques Coulardeau, Jules Mousseron, Louis Richard, Benoît Broutchoux... culture populaire ou culture ouvrière, ouvrage disponible à la bibliothèque de prêt du Centre culturel libertaire de Lille.

(2) Bien que très méfiant vis-à-vis de l'école républicaine, le mouvement anarcho-syndicaliste croyait néanmoins profondément aux vertus de l'instruction publique. Avec la syndicalisation des premiers instituteurs, il a été amené d'autre part à soutenir de plus en plus l'école laïque.

UNE FAÇON D'CAUSER

Le fil à Sophie

La scène se passe dans les corons du « Nouveau Monde » près de la fosse (1) que vous voulez. Il est huit heures du matin. Pendant que les hommes sont à la fosse, les femmes boivent la bistouille (2). Et le dialogue suivant s'engage (3) :

— Si té savot qué bon homme que j'ai. Y n'bot point, y n'feume point, y n'chique point.

— Ch'est pas comme el mien. Y li faut des sous pou d'aller au cabaret, pou acater sin toubaque (4). Et y n'dévalrot point (5) sans s'bistouille ed'dix sous.

— L'mien a été comme el tien, avant. Mais asteur qu'il est, dev'nu anarchisse. Yé gentil comme in imache. Hier, core, yé d'aller à Lins, à ch'marqué, avec quat' doub' (6) dins s' poche et yé r'venu avec cinq.

— Qué chance éq t'as, ti. J'voudros ben qué l'mien y soche anarchisse aussi. Jé n'té laisse point finir. Avant, il étot du syndicat, mais asteur y nié plus. Ch'est cor' des dépinses in moins.

— Té dos met', bon train, des sous d'côté ti-z'aut', si t'n homme y dépinse pus rin ?

— Ben, in a quéques-z-économies, surtout que m'n'homme y fait longue-coupe (7) et mimme, il ceuv' l'diminche.

— J'avos intindu dire qu'les anarchisses y voulotent supprimer l'argent ?

— Ben ouè, in l'dit, mais in attendint, y faut viv'. Et l'filosophie anarchisse, in n'in minge que l'diminche à l'réunion du groupe.

— Qué qu'ch'est l'fil à Sophie ? té minge l'fil à Sophie l'diminche ?

— Ben non. Qu't'es sotté, ma pov' Bertine. Mi, j' ny conno pas grand cose, mais l'filosophie anarchisse, c'est l'anarchie.

— Et l'anarchie, qu'qu'ch'est ?

— L'anarchie, qu'in dit, l'anarchie... c'est l'filosophie anarchisse !

— Té répété toudi l'mimme.

— Mi, j'te dis c'que m'n'homme y m'dit. Pour mi, l'anarchie, ché que m'n'homme y n'bot point, y n'feume point, y n'chique point, y n'dépinse pu rin.

— Ch'est malheureux qui minge core, t'n'homme. Sans quo, y s'rot in anarchisse complet.

— Si fait, qu'y minge, mais y minge li tout seu.

— Ti et tes éfants, té n'minge point avec ?

— Ben non, yé individualise !

— Tout cha, ça me simble drôle. J'ai incor pu quer (8) qué m'homme y reste au syndicat. Si tertous étotent syndiqués, ça s'rot mieux qu'ça n'va.

— Chacun fait à s'mode...

— J'm'in va Zoé. Tin fûe (9) yé é tint.

Florent Decelle

(l'Action syndicale, 9 janvier 1910)

(1) La mine.

(2) Mélange de café et d'alcool de genièvre.

(3) Ce texte mériterait à lui seul un long commentaire (notamment sur l'image de la femme). Notons simplement qu'ici, le débat se place à l'intérieur du « jeune syndicat » et du mouvement libertaire. C'est ainsi que le courant individualiste est ridiculisé au profit du courant collectiviste et anarcho-syndicaliste.

(4) Acheter son tabac.

(5) Il ne descendrait pas.

(6) Quatre sous.

(7) Des heures complémentaires.

(8) Je préfère encore.

(9) Ton feu.

NOUVEAUTÉ

Volonté anarchiste n° 43

« Appels aux travailleurs algériens » de Saïl Mohamed
Textes recueillis et présentés par Sylvain Boulouque

Prix : 25 F (+ 4 F de frais de port)

Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

(chèque à l'ordre de Publico)

ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony

(chèque à l'ordre d'ASH)

SOMMAIRE

Page 1 : Halte à l'escalade guerrière en Yougoslavie (suite p. 4), Viva Zapata ! (suite p. 5).

Page 2 : Les différents masques du capitalisme.

Page 3 : Infos FA, Rouen : une ville en état de siège, Solidarité avec les étudiants étrangers, Nouvelles du front.

Page 4 : Halte à l'escalade guerrière en Yougoslavie (suite de la « une »), Italie : liberté pour Salvatore Cirincione.

Page 5 : Viva Zapata ! (suite de la « une »), « Libération » et le Mexique.

Page 6 : EDF fait de la résistance, Associations, Une brebis égarée, La grande Alsace... non merci !

Page 7 : « Hexagone » ou les blaireaux et la théorie du pinceau, Chine : « L'Empire et son milieu » de Jean-Louis Rocca, Sélection RL.

Page 8 : L'anarcho-syndicalisme et le ch'timi, Le fil à Sophie.